



# les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la  
Fédération de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste Français

Numéro 764 - 18 février 2004

Prix : 0,38 €

## Banquet de la Fédération : Convivialité, combativité. Une initiative politique à la hauteur des enjeux électoraux



### Vite lu



Un numéro des Nouvelles qui ouvre largement ses colonnes sur les futures échéances électorales avec une première présentation des candidates et candidats du Parti Communiste en Loire-Atlantique. Nous irons dans 15 des 30 cantons au travers du département pour faire plus ample connaissance avec eux. Nous ferons également le point sur la préparation des régionales suite à l'accord intervenu entre les différents partis de gauche dans les Pays de la Loire. Grâce à nos rubriques habituelles, nous irons à la rencontre des différentes initiatives communistes qui se sont déroulées dans le département. La rubrique " De vous à moi " s'interroge, elle, sur le 20 heures de Poivre D'Arvor quand il invite Alain Juppé. Un nouveau numéro qui, je l'espère, vous plaira. N'hésitez pas à donner votre avis pour améliorer notre journal

Y.C.

### ● Edito

#### Elections du printemps: l'attente des communistes

Des élections du printemps, les Communistes attendent d'abord des victoires pour la gauche face à la droite et à l'extrême droite. Mais cette extrême droite néfaste, haineuse, qui entend détourner les aspirations de notre peuple, on ne la combattra efficacement qu'avec des politiques qui répondent aux attentes, qu'avec des horizons qui font de nouveau rêver et qui mobilisent, qu'avec la démonstration éclatante que vivre ensemble, c'est possible.

Ils attendent de ces élections plus d'élus porteurs de cette volonté de vrai changement, des communistes, des acteurs et actrices de la vie sociale, des hommes et des femmes qui font avancer une visée transformatrice dans le concret, remettent en cause les logiques capitalistes et luttent avec notre peuple. Oui, changer le monde, cela passe par la démocratie.

Ils attendent de ces élections des perspectives progressistes pour les départements, pour les régions et pour l'Europe. Avec la décentralisation, le gouvernement veut permettre au libéralisme de s'infiltrer partout. C'est cela qu'ils refusent. Ils veulent des politiques qui s'engagent vraiment pour l'emploi. Ils veulent des politiques qui développent des services publics efficaces. Ils veulent des politiques qui font de l'école un lieu de réussite pour tous.

Ils attendent de ces élections qu'elles marquent la construction et l'émergence d'exigences populaires fortes, qu'elles instaurent une dynamique nouvelle pour l'avenir.

Dans chaque canton, ils ont désigné des candidats pour mener la bataille. Dans chaque région, ils ont choisi leur stratégie, ils ont mesuré les possibilités de rassemblement sur des contenus transformateurs, ils ont écouté ce que leur disait le peuple, ils ont bâti leur démarche et leurs projets avec d'autres dans les forums, ils ont réfléchi avec l'ambition de répondre aux attentes de leurs concitoyens.



**EN BREF**

**Qui dit quoi ?**

Suivant que l'on est ou pas candidat tête de liste aux régionales, l'approche des problèmes est différente. C'est ce que l'on peut tirer comme enseignement suite aux déclarations concernant une vraisemblablement augmentation de la CSG. Pour Jean François Coppé, porte parole du gouvernement et tête de liste UMP en Ile de France. "Il n'est en rien question d'augmenter les prélèvements". Pour Francis Mer, Ministre des finances, "Une augmentation de la CSG n'est pas exclue pour terminer la réforme de l'Assurance maladie". Affaire à suivre de très, très près.

**Finance contre emploi**

La guerre du médicament fait rage. Il n'y a pas d'argent dans les caisses de la sécu mais par contre, il y en a dans celles des groupes pharmaceutiques. Dans l'OPA lancée par Sanofi-Synthelabo sur Aventis on parle de 50 milliards d'euros mis sur la table... Dans le même temps Sanofi annonce dans le cadre de cette proposition de rachat une série de suppression d'emplois dans ses établissements (700 par exemple en Seine-Maritime).

**Faillite publique ?**

Si l'on en croit les journaux spécialisés de la finance, pourtant bien marqués dans la mouvance gouvernementale, la santé de la France ne serait pas au mieux. Le déficit public pour 2003 atteindrait le chiffre de 4,2% du produit intérieur brut. C'est ainsi que le dérapage représenterait 56,96 milliards d'euros. Malgré tout cela, les locataires de Bercy continuent à afficher un optimisme qui commence à donner froid dans le dos.

**Recherche publique**

Alors que les chercheurs français signent très majoritairement une pétition pour avoir les crédits nécessaires pour leur travail, la cour des comptes dans son dernier rapport, épingle le Ministère de la recherche qui "ne dispose ni de l'autorité politique ni de l'efficacité nécessaire pour agir". On peut avoir vu les choses d'en haut pour la Ministre de la recherche. Il faut tout de même savoir remettre de temps en temps les pieds sur terre.

**La prime au bâton**

Il l'avait promis, promesse tenue, les policiers français vont bientôt pouvoir augmenter leur traitement moyennant les résultats dans leur travail. En un mot, il ne s'agit plus de garantir la sécurité, de veiller à la tranquillité des populations mais tout simplement faire du chiffre comme un VRP. C'est ainsi que dorénavant, les policiers pourront se voir accorder une gratification de 300€, s'ils ont vidé leur carnet de contravention, s'ils ont rempli les cellules des commissariats et autres fonctions du même style. On pourra se faire voler notre porte monnaie demain car, à coup sûr, il ne restera pas grand-chose dedans...

**De vous à moi**

Mardi 3 février, 20 heures, l'indicatif du journal... et c'est parti pour le show télévisé savamment orchestré par Poivre D'Arvor.

Tout de suite, le décor est planté, comme en bonne cuisine, on sait dans ces cas là mettre la pincée de ça et rajouter le petit quelque truc pour donner cette saveur qui rend la chose inoubliable. L'ambiance est tendue, les mots sont distillés après avoir été mûrement réfléchis.

On se dirait d'ailleurs d'entrée au jeu de Julien Le Perce sur une chaîne voisine quand la question, la vraie question, celle dont toute la France attend la réponse, est posée par le maître de cérémonie :

"Alors Monsieur Juppé vous rester ?"

Les 5 secondes de réflexion accordées au candidat s'égraine... et la réponse tombe...

" Je reste"

Je ne sais pas si à ce moment précis la France est soulagée mais en tout cas Poivre D'Arvor lui semble l'être. Durant une demie heure les questions et les réponses ont un seul but : disculper celui qui vient d'être lourdement condamner par le tribunal de Nanterre et tenter de montrer que s'il y a faute, cela ne mérite pas une telle sanction.

En un mot, il y aurait comme dans toute histoire des bons et des méchants, mais dans celle-ci, les méchants seraient ces fonctionnaires de la justice, des gens de gauche disent certains, qui s'acharneraient sur un homme bon qui a donné toute sa vie à la France, qui a fait de brillantes études sanctionnées par une valise de diplômes et qui verrait demain tout s'écrouler parce que les méchants l'ont décidé ainsi.

Rester à cette version du 20 heures de TF1 ne me paraît pas suffisant car derrière cette "affaire" c'est toute la question des ombres financières du RPR qui est posée, toutes ces affaires restées dans "l'oubli" de la justice, cette protection à la Berlusconi dont s'est doté le Président de la République...

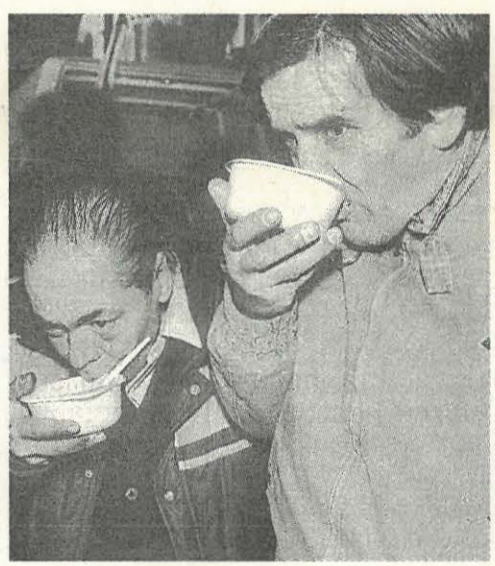
Alain Juppé, déguisé en premier communiant d'un soir au JT de TF1 peut faire tous les efforts possibles et inimaginables pour tenter de redorer son blason, il n'en demeure pas moins un homme public sur lequel des décisions de justice sont tombées et que toutes les pressions, quelles soient médiatiques et autres, n'effaceront pas.

Après, quant à l'avenir politique du dauphin avancé par Jacques Chirac, les échéances électorales pour lesquelles le Maire de Bordeaux était programmé, les appétits de la concurrence au sein du gouvernement et de la droite... Ce qui m'intéresse le plus dans cette période, c'est que la politique se soucie enfin de répondre aux attentes de nos concitoyens.

Y.C.

**Une misère qui progresse**

A différentes reprises, ces dernières semaines, les associations caritatives ont tiré la sonnette d'alarme devant la montée de la misère et de l'exclusion. On nous a dit tant de choses, ces dernières années, pour nous expliquer les bonnes fausses raisons qui font progresser la misère "visible" : c'est par exemple les sans papiers alors que dans le même temps, Sarkozy vante les résultats de sa politique... Alors qu'en est-il exactement ?



C'est avec beaucoup d'émotion que j'ai, comme vous peut-être, entendu sur les antennes de Radio Bleue Loire Océan lors de l'émission de libre expression à 8 heures 30 le matin, la présidente des Restos du cœur faire état de leur campagne 2003-2004. Selon la responsable, jamais la situation n'a été aussi grave. Les chiffres de personnes secourues explosent à un tel point qu'il sera difficile, selon elle, d'aller jusqu'au bout de la campagne prévue. Nous serons, déclare-t-elle, contraints à fermer nos portes 15 jours avant ce que nous avions envisagé. De la faute à qui, à quoi demande le journaliste ? C'est la précarité dans l'emploi, dans la vie qui est responsable. Quelques chiffres sont avancés pour montrer la gravité de la situation.

En une semaine, ce sont autant de rations que ce qu'il faut pour nourrir la ville de Saint-Herblain, qui a été distribué sur le département.

Le nombre de personnes secourues, a augmenté de 44% à Saint-Nazaire par rapport à l'année dernière : conséquences directes de la situation de précarité des emplois sur le bassin de la capitale de la construction navale.

A Ancenis, cette augmentation est de 46 % ce qui tente à prouver que cette misère touche beaucoup de catégories de la population et particulièrement les jeunes.

Nous voyons là les résultats d'une politique sociale et économique de plusieurs décennies qui s'amplifie avec les décisions du gouvernement de Raffarin visant ceux qui sont déjà en difficulté.

Quelle va être, demain, la situation de ces 200 000 personnes qui se trouvent du jour au lendemain privées de toute indemnité de chômage ou encore de toutes celles et tous ceux qui se retrouvent exclus du monde du travail après le départ du Queen Mary alors que dans le même temps, on parle sans retenue de 50 milliards d'euros de mis sur la table par un groupe pharmaceutique pour en racheter un autre...

**Encore et encore**

Nous sommes maintenant à un bon mois des élections régionales et toute l'artillerie médiatique est sortie pour mettre l'opinion publique sur les "bons rails" décidés par quelques têtes pensantes de la France d'en haut.

C'est ainsi que radios, télévisions et presse n'en finissent pas de relater les élucubrations politico-médiatiques de la famille Le Pen. Un jour, c'est un reportage sur le "monsieur" avec son équipe de gros bras en pré campagne. Un autre, on développe les sondages extrêmement flatteurs qui le placeraient dans une position avantageuse qui mettrait en difficulté toutes les formations politiques, un autre nous fait part de ses difficultés pour qu'il puisse se présenter en région PACA, car il n'aurait pas de domicile fiscal.

Nous sommes en présence d'une organisation bien huilée qui tend à présenter l'extrême droite française comme faisant partie du quotidien et l'on nous prépare déjà à l'éventualité d'un nouveau 21 avril... Il y a vraiment à méditer sur la part que peuvent prendre les médias sur l'opinion publique. D'ailleurs, sans chercher plus loin, je trouve vraiment que le traitement dont fait l'objet le Front National est sans commune mesure avec celui réservé au Parti Communiste dans cette période. Vous aviez remarqué, vous aussi...



Une loi qui divise et fait le jeu des populismes

Que reste-t-il des mois de débats enflammés dans les médias autour du voile islamique au moment où se tiennent les débats à l'Assemblée sur la loi censée redonner vigueur à la laïcité?

Que reste-t-il des auditions tous azimuts de la commission Stasi et des mots contre les discriminations prononcées en décembre par le Président de la République? Quelques lignes sèches menaçant d'exclusion tout (en fait toute) élève portant ostensiblement un signe religieux à l'école. D'une montagne de considérations philosophico-sociologico-politiques, parasitées il est vrai, de lourds préjugés, de peurs, de crispations qui n'osaient se dire, naît une souris législative dont personne, ou presque, ne se hasarde à penser qu'elle règlera en quoi que ce soit le problème du port du voile.

On a presque le vertige en jetant un coup d'œil derrière soi. De quelques dizaines de cas par an de jeunes filles voilées récalcitrantes qui résistaient aux vertus du dialogue avec leur administration, on aboutit à une mobilisation de l'État et des Assemblées, à des manifestations islamistes sur le pavé de Paris, à des anathèmes lancés contre la France depuis les pays théocratiques, à une malsaine crispation autour du discours religieux...

Faut-il que la crise qui mine notre société soit à ce point profonde pour que les esprits se soient laissé balader des mois durant par la nécessité pour notre pays de légiférer contre un symbole qui menaçait, paraît-il, l'équilibre de la République?

Il faut bien aujourd'hui mesurer la distance qui existe entre la volonté affichée par ceux qui acceptaient le principe d'une loi en ayant à cœur de se battre contre ce qui est et reste un terrible signe d'infériorisation et de discrimination des femmes et le texte qui va être voté à l'Assemblée. Le droit des femmes et à l'égalité n'est plus qu'un lointain prétexte utilisé hier au moment opportun. Que ce soit dans l'argumentaire gouvernemental ou dans le texte de loi, les références à cette exigence ont disparu.

Le malin plaisir que les élus de droite jusqu'au ministre de l'Éducation ont pris à attiser les craintes, à multiplier les propositions les plus extrémistes quant aux tenues vestimentaires des adolescents, à se laisser aller à leur penchant naturel de ne "vouloir voir qu'une tête", tout en occupant totalement le débat public avec ces exagérations, ne peut que relever d'un choix politique délibéré. Et dangereux: les deux populismes qui s'attirent autant qu'ils se repoussent, à savoir le lepénisme et l'islamisme, risquent fort de sortir renforcés de cet épisode.

Au final, troublant paradoxe, la loi sur la laïcité ne manquera pas d'apparaître à une partie des Français comme discriminatoire, autant en vertu de leurs idées religieuses qu'en vertu de la culture qu'ils ou leurs parents ou grands-parents ont apportée dans leurs bagages. Pas à une contradiction près, le gouvernement ranime d'une main le Haut conseil à l'intégration et, de l'autre, il prêche pour une loi d'exclusion, en tout cas ressentie comme telle par ceux qu'elle vise implicitement.

Un mois et demi après le discours de Jacques Chirac sur la laïcité, sur sa détermination à lutter contre les discriminations, enfin reconnues officiellement, dont sont victimes les enfants de France issus de l'immigration, le premier acte du gouvernement et de sa majorité est un nouveau geste d'exclusion.

Le Président peut toujours déclarer que "tous les enfants de France sont les filles et les fils de la République", celle-ci continue à exiger plus de certains, tout en leur octroyant moins de droits.

POSTE : on brade en douceur



A l'origine, le projet de loi transposant les directives postales européennes (1997 et 2002) devait "uniquement" accélérer la libéralisation du secteur du courrier en France.

Le texte devait aussi étendre les pouvoirs de l'Agence de régulation des télécoms (ART) à l'activité postale, transformée pour l'occasion en ARTP. Finalement, avant et pendant la discussion du projet de loi, au Sénat, 23 amendements sur 140 ont été discrètement déposés par le gouvernement

et sa garde sénatoriale. Certains vont bien au-delà de ce que prévoyait le projet de loi et touchent d'autres secteurs que le courrier. L'un d'eux prévoit l'ouverture du capital de la filiale regroupant les activités financières de la Poste.

Le débat tourne au "Grand Guignol" déplore un responsable syndical, pointant le manque total de transparence. "La privatisation des services financiers constitue pour nous une déclaration de guerre", indiquait-il "Le contrat de plan, signé mi-janvier, prévoyait que tous les services financiers seraient maintenus dans une filiale dont la Poste, établissement à 100% public, serait intégralement propriétaire. Or, l'amendement prévoit l'ouverture possible du capital". En effet, il modifie le code monétaire et financier pour indiquer que "dans les domaines bancaire, financier et des assurances, la Poste propose des produits et des services au plus grand nombre, notamment le livret A". Le texte stipule également que "La Poste crée, dans les conditions définies par la législation applicable, toute filiale ayant le statut d'établissement de crédit, d'entreprise d'investissements ou d'entreprise d'assurance, et prend directement ou indirectement toute participation dans de tels établissements ou entreprises". Y est enfin précisé que "la Caisse nationale d'épargne (CNE) est gérée pour le compte de l'État par un établissement de crédit dont la Poste détient la majorité du capital dans des conditions déterminées par une convention conclue entre l'État, la Poste et cet établissement".

Ce flou artistique indique effectivement qu'une banque privée pourrait très bien à terme, en ces temps de restructurations bancaires, lorgner sur la masse financière que La Poste collecte à travers les comptes-chèques postaux (CCP) ou les livrets A.

La loi de transposition va donc très loin. Outre la création d'une "banque postale", capable de distribuer des crédits immobiliers (sans épargne préalable) et des crédits à la consommation, la loi pourrait concerner deux autres aspects supplémentaires: le dialogue social et le réseau postal. Pour ce dernier, sur 17000 bureaux de poste en France, 6000 à 9000 pourraient disparaître. Quant au dialogue social, déjà très restreint à la Poste, selon les syndicats, il serait de plus en plus soumis au droit privé et non plus au statut de la fonction publique.

La sécu sur le grill

Jean François MATÉI, notre Ministre de la Santé vient d'annoncer de nouvelles mesures pour réduire le trou de la Sécurité sociale. Alors que le gouvernement avait annoncé qu'il s'occuperait du dossier sécu au deuxième semestre (élections obligent) il continue ses mauvais coups. C'est ainsi que quatre cents nouveaux médicaments qui viennent s'ajouter à la liste, déjà longue, ne vont plus bénéficier de remboursement de la part de la Caisse d'assurance maladie.

Cette politique n'est pas nouvelle. La liste des produits non remboursés n'a cessé de s'allonger depuis maintenant de nombreuses années.

C'est Martine AUBRY qui dès 1999, avait inauguré la méthode avec quelque 835 médicaments jugés à l'époque "à faible service ou insuffisant". Le chemin tracé, la droite s'y est engouffrée pour mener une pratique de déremboursement de centaines de médicaments courants dans leur utilisation. Cette démarche a fait l'objet de vives critiques dans le monde médical mais également auprès du Conseil d'état qui a ordonné la réadmission de certains produits dans la liste des remboursements.

La sécu nous dit : on devrait faire par cette opération quelque 400 millions d'euros d'économie... Mais sur le dos de qui, si ce n'est une nouvelle fois sur celui des assurés. Dans le même temps, le Ministre de la Santé annonce qu'il va mettre en place des groupes de travail pour s'occuper du dossier sécu. A-t-il voulu avec cette nouvelle et subite mesure économiser du travail aux membres des groupes de travail ? ...

Silence radio

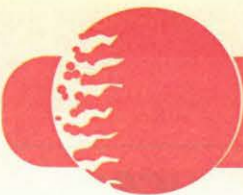
Rarement les antennes de Radio France n'auront été aussi musicales et pour cause : les journalistes des rédactions sont en grève depuis le 27 janvier pour s'opposer aux disparités salariales qui règnent entre les différentes maisons que sont France 3 ou Radio France. Qu'il s'agisse du Ministre de tutelle, Jean-Jacques AILLAGON, de celui des finances, Francis MEIR, ou de la direction Jean Marie CAVADA, les réponses aux questions posées par le personnel sont les mêmes : Il n'y a pas de sous.

La longueur du conflit témoigne de ce que vivent les journalistes de Radio France qui sont payés 20% de moins que leurs collègues de la télévision. Il faut également se rappeler que ces questions avaient fait l'objet d'une grève de 2 semaines en 1994 qui avait amené les responsables de l'époque à reconnaître la légitimité de la demande.

Au travers ce conflit social, la question du rôle de l'audiovisuelle publique est une nouvelle fois posée, ce qui ne semble pas émouvoir le Ministre de la culture qui déclarait dernièrement que le temps de l'ORTF était fini, l'éclatement en deux pôles l'un radio, l'autre télé était une réalité. Ce qui implique en filigrane qu'il faut niveler par le bas les conventions collectives qui régissent la profession.







## Cantonales en deux mots

Le 21 mars pour le premier tour et le 28 pour le second, les électrices et électeurs de Loire Atlantique auront à renouveler pour moitié l'Assemblée départementale. C'est ainsi que 30 des 60 cantons que forme notre département, seront soumis au suffrage des électeurs. C'est le cas pour les cantons d'Aigrefeuille, Ancenis, Blain, Carquefou, Clisson, Derval, Guémené Penfao, Herbignac, La Baule, Le Loroux bottereau, Nantes1, Nantes 3, Nantes 5, Nantes 7, Nantes 9, Nantes 11, Nort sur Erdre, Orvault, Paimboeuf, Pornic, Riaillé, Rougé, Savenay, Saint Etienne de Montluc, Saint Herblain, Saint Nazaire, Saint Philbert de Grandlieu, Varades et Vertou.

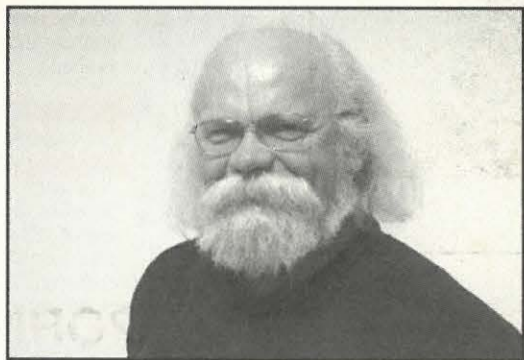
Ces élections se déroulent sur deux tours. Le 21 mars, vous aurez à choisir entre l'ensemble des candidats qui se sont présentés. Si aucun d'entre eux n'a obtenu la moitié des suffrages et n'a pas dépassé 25% des inscrits, un second tour aura lieu la semaine suivante, soit le dimanche 28 mars.

Le premier tour est donc extrêmement important car il détermine les rapports de force politique entre les différents partis. En aucun cas, il ne sera déterminant, pensons nous, quant à la future composition de l'Assemblée départementale où la majorité entre la gauche et la droite se jouera.

Ces élections seront les premières après celles du printemps 2001. C'est dire qu'elles auront pour cette raison, une importance particulière concernant les rapports de force politiques dans le pays et le département.

Le même jour, se dérouleront également les élections régionales.

Nous avons décidé dans cette page centrale des Nouvelles de faire brièvement connaissance avec 15 des 30 candidates et candidats présentés par le Parti Communiste sur le département. Nous finirons notre tour de Loire-Atlantique dans notre prochaine édition.



### SAVENAY

**Jean-Yves Martin**

58 ans, Professeur agrégé d'histoire et géographie



### AIGREFEUILLE

**Pierrette Prud'homme**

56 ans, Educatrice spécialisée  
Conseillère municipale aux Sorinières



### NANTES 7

**Michel RICA**

47 ans, Employé  
Conseiller municipal à Nantes



### CARQUEFOU

**Joël Corpard**

53 ans, Chargé de mission



### NANTES 11

**Henry Moysan**

66 ans,  
Retraité de la métallurgie



### ST HERBLAIN EST

**Roselyne Percevault**

49 ans, Agent de services  
Adjointe au maire  
de Saint- Herblain



### NANTES 9

**Paul Robert**

49 ans,  
Ingénieur chercheur



### NANT

**Jeanine**

60 ans, Re  
de l'éducat



### LE

**BO**

**Em**

61 an



Cantonales 2004





**LA BAULE**  
André Goujon



**PORNIC**  
Jean-Claude Moullec  
62 ans, Retraité du Ministère de l'économie et des finances



**ST ETIENNE DE MONTLUC**  
Michel Lucas  
62 ans, Retraité de la DCN Adjoint au maire de Couëron



**RAILLE**  
Didier Léon  
55 ans, Retraité de la SNCF Conseiller municipal de Sainte-Luce



**CLISSON**  
Didier Chavagnat  
48 ans, Electricien SNCF



**NANTES 5**  
Marie-Annick Benatre  
49 ans, Collaboratrice au groupe communiste à la mairie de Nantes

**Réunions publiques**

**Canton d'Aigrefeuille**

10 mars 20h15 - Salle de la Mairie à Montbert  
17 mars 20h15 - Salle Lamoricière à Vieillevigne

**Canton Nantes 9**

21 février à 15h00 - Café de la place de Doulon

**Canton de Savenay**

11 mars 20h00 - Salle polyvalente à Lavau  
16 mars 20h00 - Complexe polyvalent à Savenay  
17 mars 20h00 - Annexe de la Mairie à la Chapelle Launay

**Canton de Blain**

27 février et 19 mars 20h30 - Local club à Blain  
4 mars 20h00 - Salle municipale à Saint-Emilien  
5 mars 20h00 - Salle municipale à Saint-Omer  
8 mars 20h00 - Salle municipale à Notre Dame des Landes  
12 mars 20h00 - Salle du Pressoir à Fay  
15 mars 20h00 - Salle de la Forge au Gavre  
18 mars 20h00 - Salle Notre-Dame à Bouvron

**ES 1**  
e Trouillard  
raitée  
on nationale

**LOROUX**  
**OTTEREAU**  
e Raimbault  
Retraité



## Forum sur la santé aux Sorinières

### Elections régionales

La préparation des élections régionales qui se dérouleront les 21 et 28 mars prochains, est entrée dans une nouvelle phase après l'accord intervenu entre les différents partis de gauche dans nos départements.

Il y aura bien dans la région des Pays de la Loire, comme dans 14 autres régions sur les 22, une liste de rassemblement de gauche dans laquelle comme ils l'avaient souhaité, les Communistes seront présents.

Cela fait maintenant plusieurs mois que les Communistes se sont inscrits dans cette démarche qui avait fait l'objet d'une première

consultation où plusieurs stratégies avaient été avancées dont celle de l'union pour battre la droite et répondre aux attentes de nos concitoyens.

Les discussions avec les autres formations politiques et particulièrement le Parti Socialiste se sont ensuite déroulées pour former les listes qui seront proposées aux électeurs. Cela n'a pas été obligatoirement une partie de plaisir devant les positions affichées de nos partenaires qui traînaient les pieds pour donner la place qui revient légitimement aux communistes. Finalement, les Communistes seront bien présents sur toutes les listes dans les 5 départements. L'accord conclu régionalement prévoyait deux candidats élus en Loire Atlantique, un en Sarthe et un en Vendée. Les Communistes de la Vendée ont fait le choix ensuite de modifier cet accord préférant la 5ème place sur la liste (soit un homme) à la 4ème qui était une femme en position éligible. Dans les départements du Maine et Loire et de la Mayenne, les candidats communistes se situent "à la charnière" des éligibles.

Les Communistes qui ont été consultés du 30 janvier au 2 février sur le contenu de cette liste, l'ont massivement approuvé à 89,43%.

Pour notre département, figureront sur la liste de rassemblement : Gilles BONTEMPS, Conseiller sortant, Michèle PICAUD, Conseillère sortante, Hubert DELAHAIE, Patricia MORINIERE.



## Savenay, quand les citoyens s'en mêlent !

L'augmentation de la population sur le canton de Savenay, le déplacement des ses habitants vers Nantes ou Saint-Nazaire pour se rendre à leur travail ou à l'école sont des éléments à prendre en compte dans les aménagements publics. Depuis plusieurs années, le parking de la gare de Savenay montre ses insuffisances et ses limites en nombre de places. Certains usagers potentiels de la SNCF hésitent même à utiliser le train malgré ses avantages indiscutables. Les Communistes de Savenay, las d'entendre le Conseiller général du canton par ailleurs maire de la ville, la SNCF, le Conseil général et régional, la communauté de communes, se rejeter la balle comme une patate chaude en disant augmenter les places de parking, ça coûte cher, ce n'est pas à nous de payer, etc., ont décidé de passer à l'action.

Dès les premiers trains du matin, ils ont été à la rencontre des usagers des transports collectifs leur distribuant un tract proposant d'agir avec eux pour l'extension des parkings. Ce tract les invitait également à se retrouver le soir pour signer une pétition qui pourrait être remise aux différents partenaires. C'est ainsi qu'ils ont collecté en moins d'une heure plus de 150 signatures alors qu'ils avaient le matin distribué 250 tracts.

Il y a dans la démarche et dans le résultat un encouragement certain, devaient déclarer les initiateurs de cette action, pour aller à la rencontre des citoyens et travailler avec eux à faire avancer leurs problèmes.

Le jeudi 22 janvier, les Communistes du Comité Loire et Sèvre ont organisé un forum sur la santé aux Sorinières. Les professionnels de la santé, les élus des partis de gauche, les syndicats et les citoyens étaient invités à venir débattre sur le devenir de la protection sociale.

Une soixantaine de personnes s'y sont retrouvées et ont pu s'exprimer sur ce sujet d'actualité important. La première partie de cette réunion a consisté à faire l'état actuel de notre système de santé et le bilan des mesures prises ou envisagées par le gouvernement Raffarin (médecine pour les riches, médecine pour les pauvres, médecine de ville, déficit de la Sécu, culpabilisation du peuple pour masquer les choix politiques, plan Hôpital 2007, etc...). Constat unanime : La Santé est malade et est à vendre.

La deuxième partie a vu les participants débattre sur les 31 propositions du PCF pour mettre en œuvre des réformes progressistes alternatives qui partent des besoins de l'homme et sécurisent l'ensemble de sa vie.

- Démocratie, création d'une structure démocratique, composée de professionnels de santé, de l'Etat, la Sécu, syndicats, mutuelles, associations de malades pour définir les besoins sanitaires et répartir les crédits.
- Prévention, des moyens pour une médecine préventive à l'école et dans les entreprises
- Accès aux soins, en finir avec la thérapie par le porte-monnaie.
- Personnels soignants, plan d'urgence de formation et de créations de postes.
- Hôpital, exigence indispensable de moyens publics pour une mission publique. Maîtrise publique de l'industrie pharmaceutique.
- Financement, une réforme de la cotisation patronale qui "réhabiliterait" vraiment le travail

Tous ces points ont été débattus et ont permis d'échanger les points de vue de chacun. Une majorité de l'assistance était favorable pour construire une politique de santé publique vraiment anti-capitaliste.

Pour conclure, il a été suggéré de créer un collectif local qui contribuerait à la réflexion et à l'action dans un esprit de résistance et de riposte mais aussi de conquête. A suivre....

Ce forum était animé par Michèle Picaud, Pierrette Prudhomme, Michel Gouty et Pierre Riou.

### Banquet de la Fédé

C'était pourtant le premier jour du départ en congés de février. Certains pouvaient voir en cette date une difficulté pour organiser le Banquet de la Fédé. Il n'en a rien été puisque ce sont près de 300 convives qui se sont retrouvés dans la Halle de la Trocardière en présence des candidates et des candidats aux futures échéances électorales de mars et de Patrick LE HYARIC, Directeur du journal l'Humanité.

Tous les participants s'accordaient à trouver cette soirée conviviale et chaleureuse. Le Directeur de l'Humanité dans une intervention très écoutée, a tenu à souligner la gravité de la situation de notre pays pour tous ces gens qui souffrent de plus en plus de la politique de la droite. Il a appelé chacune et chacun à profiter des élections cantonales et régionales pour dire non à cette politique et permettre par le bulletin de vote communiste à s'engager dans d'autres choix.

" Notre bulletin de vote, devait il déclarer, ne doit pas se traduire par Raffarin, Sarkozy, Fillon, continuant à nous taper dessus. Mais au contraire, nous devons nous en servir pour, construire notre avenir. "

C'est satisfait que tous, ont quitté la salle, heureux de la soirée, et prêts à s'engager dans les campagnes électorales qui s'ouvrent.





**Budget Primitif 2004 du Conseil général :  
le double langage de la majorité UMP est démasqué**

**Co-élaborer avec les habitants pour "retricoter" les solidarités et poursuivre le développement communal.**

Sabine Mahé est Première Adjointe au Maire de Trignac, en charge des Sports et Présidente du Groupe des Elus Communistes et Républicains de la commune. Elle est aussi Elue Communautaire de la CARENE et membre de la Commission "Equipements Culturels et Sportifs".



**NLA : Jeune trignacaise, peux-tu nous parler un peu de toi ?**

**Sabine MAHE :** Issue d'une famille ouvrière non politisée, je travaille depuis plusieurs années à l'APEI à Saint-Nazaire. C'est Jean-René TEILLANT qui m'a sollicitée pour devenir élue de la commune. C'est à partir de mon

expérience dans la vie associative et aimant aller au devant des gens que j'ai accepté de m'engager dans un mandat de Conseillère municipale.

**NLA : Quelles sont les raisons qui t'ont conduite à accepter ce mandat municipal ?**

Je suis élue depuis 1995 et Maire adjointe aux Sports depuis 2001. C'est mon engagement associatif, comme basketteuse à l'Association Sportive et Culturelle de Trignac qui m'a mise en relation avec les élus de Trignac.

Ma vie, très axée sur le travail municipal, m'a permis de mesurer le niveau d'engagement au service des habitants, la nécessité de lutter contre les injustices et de construire les solidarités. Ainsi, j'ai pu mesurer ce que cela signifiait lorsque je me suis rendue à CALAIS pour soutenir les "Danone" qui luttèrent pour préserver leur établissement.

Après le décès de Jean-René, Jean-Louis LE CORRE m'a proposé avec l'accord du groupe des Elus Communistes et Républicains de devenir sa Première Adjointe. A partir de ce premier engagement, j'ai accepté de m'impliquer encore plus dans l'activité municipale, malgré

mon expérience encore limitée. J'ai pensé, que malgré les difficultés de la tâche, je me devais d'accepter.

**NLA : Quelles sont aujourd'hui tes priorités d'élue ?**

Comme Présidente du Groupe des Elus Communistes et Républicains de Trignac, je me suis donnée comme objectif, à partir d'une mobilisation des Elus du groupe, de co-élaborer avec les Trignacaises et Trignacais, les choix et la mise en œuvre de notre développement communal en harmonie avec l'intercommunalité de projets.

La CARENE peut contribuer au développement communal, si nous avons le souci permanent d'associer nos concitoyens aux projets à l'échelle de Trignac et de l'intercommunalité. L'amélioration des services publics, la construction et rénovation de logements et d'équipements collectifs en sont des exemples.

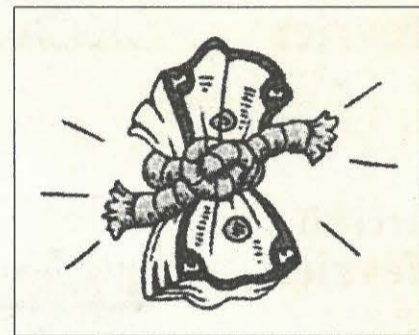
Comme Première Adjointe, j'ai élargi mon champ d'intervention et je me familiarise progressivement à cette responsabilité. Je m'implique de plus en plus dans les grands dossiers comme l'Opération de Renouvellement Urbain de Certé. Enfin, je représente notre commune dans le cadre de l'animation cantonale et je travaille avec les associations sportives afin d'encourager leurs actions d'animation et de développement.

Comme jeune élue locale, je souhaite pouvoir plus me consacrer à mon mandat, mais l'exigence d'un statut de l'Elu, compatible avec les obligations professionnelles, me permettrait d'être plus efficace.

**Réforme de la  
Taxe Professionnelle :**

Claude CONSTANT, Maire-Adjoint à Nantes, Vice Président de l'ADECRA déclare (extraits)

"...Jacques Chirac vient d'annoncer la suspension, pour une durée de 18 mois, de la part de la taxe professionnelle versée au titre des nouveaux investissements avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2004".



"Ce véritable cadeau de 1,5 milliard d'euros va porter atteintes aux finances des collectivités territoriales, déjà fortement fragilisées. Certes, le gouvernement s'engage à compenser cette mesure en versant aux communes une dotation spéciale qui serait prélevée sur le budget de l'Etat et cela, au détriment des services publics... Les élus communistes dénoncent avec force cette mesure et proposent une toute autre réforme de la TP".

Il rappelle que "... les députés communistes avaient déposé une proposition de loi en 2001 dont l'un des axes majeurs consistait à taxer les actifs financiers permettant ainsi de donner davantage de moyens pour les collectivités tout en luttant contre la spéculation financière".

**"NANTES METROPOLE" EN BREF**

**Directive Territoriale d'Aménagement de l'Estuaire de la Loire**

Dénonçant les désengagements de l'Etat sur de nombreux dossiers, Christian Pelloquet, au nom des élus communistes, a demandé à ce que les modes de transports alternatifs à la route soient avancés avec plus de force pour imposer une politique de transports répondant aux besoins de la population et de l'économie du pays.

Concernant les besoins énergétiques, les Communistes estiment que la question de l'implantation d'une centrale de production de base dans l'estuaire de la Loire demeure posée à court terme, comme le prescrit la Directive Territoriale d'Aménagement.

**L'accueil des Paquebots à Nantes ?**

L'accueil des paquebots nécessite l'entretien des profondeurs à Wilson. Actuellement, c'est l'Etat qui finance le dragage sur le site mais sous condition de l'existence d'une activité commerciale quai Wilson.



Le groupe communiste réaffirme donc tout l'intérêt du maintien des 2 quais commerciaux à Wilson tant en terme d'emplois et d'environnement que financier car Nantes-Métropole, face au projet d'accueil des paquebots, n'aurait pas les moyens d'assurer à elle seule le coût du dragage nécessaire.

**Projet de franchissement "ouest" entre Cheviré et Trentemoult**

Raymond Lannuzel, au nom des élus communistes, estime que le bilan de la concertation préalable concernant le projet de franchissement à l'ouest de l'agglomération a largement négligé l'aspect de la "contrainte portuaire". Aussi, l'élue communiste a-t-elle réclamé une nouvelle fois à la Communauté Urbaine de rencontrer l'ensemble des acteurs portuaires avant d'engager les études de faisabilité d'un franchissement de la Loire entre Cheviré et Trentemoult.



Considérant l'activité portuaire essentielle, l'élue communiste a déclaré douter de l'hypothèse d'un pont mobile, qu'il soit levant ou tournant, et de la cohabitation d'un tel ouvrage avec un trafic de bateaux lié à la fois aux marées et aux courants estuariens.

**Modification du Plan Local d'Urbanisme :  
"le hangar à glace"**

Gilles Bontemps, au nom des élus communistes, a soulevé le problème que posait le projet de réaffecter cet entrepôt -dit hangar à glace- en lieu d'accueil des musiques actuelles et d'hébergement des acteurs du milieu artistique.

Soucieux du maintien des activités portuaires commerciales Quai Wilson, l'élue communiste a proposé que soit recherché un autre site pour accueillir ces musiques dites émergentes.



# Ça se passe chez nous

## Agenda



Plusieurs dates à retenir sur vos agendas :

• **Jeudi 12 février**  
Comité de section à Saint-Nazaire

• **Mercredi 18 février**  
Comité de section à Rezé

• **Dimanche 22 février**  
Forum des Jeunes à Saint-Nazaire

• **Vendredi 27 février**  
Forum Services publics à Missillac

• **Samedi 28 février**  
Rencontres publiques aux Dervallières (Nantes)

• **4 mars**  
Forum Emploi à Rezé au local de section

## “Résistant de la première heure”



*C'est l'histoire singulière d'un adolescent, Guy Môquet, élève au lycée Carnot et militant aux Jeunesses Communistes dans son quartier des Batignolles. En octobre 1940 il sera dénoncé par des Français puis désigné comme otage par les autorités de Vichy. Le 22 octobre 1941, il sera fusillé par les Allemands à Châteaubriant avec 26 autres détenus politiques. Il avait 17 ans. Voilà, c'est tout et c'est immense.*

C'est le titre du film réalisé par Philippe CONSTANTINI qui sera projeté prochainement sur nos écrans de télévision. Ce film d'une durée de 75 minutes est une production MULTIMEDIA FRANCE PRODUCTIONS France 2 ; avec la participation du Centre National de la Cinématographie Procirep-Angoa, Ministère de la Défense.

La diffusion de ce film aura lieu le **vendredi 27 février 2004**, sur France 2 à 23h30 dans l'émission "Contre courant"

Un programme malheureusement tardif, mais qui mérite d'être vu ou même, si vous le pouvez, enregistré.

## Coup de gueule !

Dans la discussion du dernier Conseil départemental, un camarade exprime son désarroi devant les problèmes que rencontrent les plus anciens sur sa région : Pontchâteau. Il nous explique qu'il vit avec difficulté, la crainte qui se manifeste le week-end pour les personnes vivant seules chez elles.

Pour imaginer ce qu'il ressent, il raconte ce qu'il vient de vivre : Une personne de sa connaissance, seule chez elle, cardiaque, appelle en pleine nuit le 15, ne se sentant pas bien. Trois heures plus tard, rien ne s'était passé... pour s'entendre dire :

"Si vous sentez qu'il faut des soins, allez aux urgences"

"Mais je n'ai pas de voiture, répond le malade"

"Vous avez qu'à alerter l'un de vos voisins qui vous amènera"

Cette histoire montre l'état dans lequel se trouve aujourd'hui notre système de santé. Malgré ce que vient d'affirmer Jean-François MATÉI la question qui demeure au centre du débat est bien celle des moyens qu'il faut accorder à la santé dans notre pays. Une question qui ne manquera pas d'être soulevée durant les campagnes électorales des cantonales et des régionales.

## Huma Café !

La Société des Lectrices et Lecteurs de l'Humanité tiendra son second HUMA-CAFE, le LUNDI 23 février 2004 à 20h30 au Salon de Musique du Lieu Unique à NANTES. Elle invite les lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique à aller à la rencontre d'ARAGON, témoin de son temps" avec Luc VIGIER, enseignant à l'Université de Poitiers. On pourra aussi voir divers documents et écouter peut-être la lecture de quelques pages. Une belle soirée en perspective !

Abonnez-vous  
aux Nouvelles

**10 euros  
pour l'année**

Vous recevrez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques à PCF - Fédération de Loire-Atlantique 41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

## Vendredi 27 février

de 18h30 à 22h00. Salle des Fêtes de la Garenne à MISSILLAC

**"Quel avenir pour les services publics ?"**

**C'est le débat que propose le Parti communiste, aux citoyens des communes du Pays des Trois Rivières, avec la participation de Michel DAUBA, auteur du livre "Services publics et entreprises publiques" (à paraître).**